

L'ÉDUCATION FACE AU DÉFI DE LA GLOBALISATION : ENTRE LOCAL ET GLOBAL

Claude Carpentier

Armand Colin | *Carrefours de l'éducation*

2012/2 - n° 34
pages 7 à 13

ISSN 1262-3490

Article disponible en ligne à l'adresse:

<http://www.cairn.info/revue-carrefours-de-l-education-2012-2-page-7.htm>

Pour citer cet article :

Carpentier Claude, « L'éducation face au défi de la globalisation : entre local et global »,
Carrefours de l'éducation, 2012/2 n° 34, p. 7-13. DOI : 10.3917/cdle.034.0007

Distribution électronique Cairn.info pour Armand Colin.

© Armand Colin. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Dossier coordonné par Claude Carpentier

claudc.carpentier3@wanadoo.fr

L'ÉDUCATION FACE AU DÉFI DE LA GLOBALISATION : ENTRE LOCAL ET GLOBAL

Pas plus que d'autres domaines, l'éducation et la formation ne peuvent échapper au processus dit de « globalisation », plus ou moins distingué de celui de mondialisation surtout en usage dans le monde francophone. Notre objectif n'est pas d'ouvrir ici un énième débat de fond sur une question aussi controversée et dont la charge idéologique est considérable en raison des enjeux politiques qu'elle comporte. Nous nous contenterons de souligner la probable impossibilité à tenir un discours « neutre » sur le sujet. Est-ce même souhaitable ? Si tout le monde s'accorde sur le constat, car la globalisation est un fait, la discordance est donc totale sur les appréciations dont elle fait l'objet. Pour les uns, elle constitue l'expression de la modernité et du progrès de l'humanité avec l'accélération des flux de communication et l'augmentation de leur volume. Le salut de l'humanité dans sa totalité est à chercher dans cette direction et les détracteurs sont présentés comme passéistes et ennemis du progrès. D'autres, au contraire, rejettent cette globalisation-là qui n'est rien d'autre à leurs yeux que la face visible du néolibéralisme économique, phase actuelle du développement du capitalisme. Au service des plus puissants une oligarchie financière règne sans partage sur le monde et étale avec cynisme les preuves d'une réussite qui n'est autre chose que l'expression d'une activité prédatrice déjà dénoncée dans les années soixante comme « pillage du Tiers-Monde » par l'impérialisme. Les temps ont changé et la terminologie s'est adaptée au nouveau contexte mondial mais la réalité est-elle différente en nature ? Intellectuel engagé, Pierre Bourdieu publiait en 1998 un pamphlet anti-néolibéral¹ intitulé *Propos pour servir à la résistance contre l'invasion néolibérale*. Contre la représentation commune selon laquelle la globalisation serait l'expression de la

1. Bourdieu P.(1998). *Contre-feux*. Paris : Raisons d'agir.

L'ÉDUCATION FACE AU DÉFI DE LA GLOBALISATION

force des choses, d'un destin inexorable contre lequel rien ne serait possible, le sociologue appelle à la résistance et au combat :

« On entend dire partout, à longueur de journée, et c'est ce qui fait la force de ce discours dominant, qu'il n'y a rien à opposer à la vision néolibérale, qu'elle parvient à se présenter comme évidente, comme dépourvue de toute alternative. Si elle a cette sorte de banalité, c'est qu'il y a tout un travail d'inculcation symbolique auquel participent, passivement, les journalistes ou les simples citoyens, et surtout, activement, un certain nombre d'intellectuels. Contre cette imposition permanente, insidieuse, qui produit par imprégnation une véritable croyance, il me semble que les chercheurs ont un rôle à jouer. »²

Dans *Anthropologie de la globalisation*, Marc Abelès³ pose la question : « La globalisation est-elle une nouveauté ? ». Le « système-monde » dont parle Immanuel Wallerstein⁴, déjà mis en évidence par Marx, n'a rien d'une nouveauté. Commentant I. Wallerstein, M. Abelès y voit

« une zone géographique de grande extension où existent une division du travail et des flux de travail et de capital. Ce qui unifie l'économie-monde, ce ne sont ni la culture ni la politique, c'est la division du travail qui la caractérise. Selon Wallerstein, le système-monde moderne est un système capitaliste, car il vise à l'accumulation illimitée du capital. Dans ce système, la division du travail tend à instaurer un échange inégal entre le centre et la périphérie » (p. 29).

Les composantes du centre et de la périphérie sont constituées d'éléments qui ne sont pas fixes dans le temps : « Les procès de production centraux sont contrôlés par des quasi-monopoles ; à la longue, ces derniers tendent à s'épuiser et un procès de production central devient un procès de production périphérique » (p. 30). Ainsi peut-on comprendre l'émergence de nouveaux acteurs sur la scène au détriment de pôles plus anciens.

Si la globalisation n'est pas une nouveauté, elle présente cependant, selon Jonathan Friedman⁵, une originalité en ce que le capital tend à privilégier aujourd'hui des activités non productives liées à une accélération sans précédent du processus d'accumulation par le biais de la spéculation boursière et la logique des « marchés ». Un tel mouvement n'est pourtant pas sans visage, il est incarné dans les nouvelles élites économiques et sociales transnationales. Ces dernières propagent la valorisation idéologique du mouvement, du changement, qu'elles

2. *Id.* p.34.

3. Abelès M. (2008). *Anthropologie de la globalisation*. Paris : Payot.

4. Wallerstein I. (2004). *Comprendre le monde. Introduction à l'analyse des systèmes-monde*. Paris : La Découverte.

5. Friedman J. (2005). « Globalization ». In M.Edelman and A.Haugerud (dir.). *The Anthropology of Development and Globalization : From Classical Political Economy to Contemporary Neoliberalism*. Malden: Blackwells.

assimilent indûment, car sans l'ombre d'une preuve, au progrès et dénigrent comme symptôme d'arriération, tout attachement au local.

L'une des conséquences majeures de ce dénigrement est à la fois le discrédit jeté sur l'État-nation et les formes d'enracinement identitaire auxquelles ce dernier est traditionnellement associé et l'émergence de reconfigurations diasporiques :

« L'État-nation, qui repose sur l'isomorphisme entre peuple, territoire et souveraineté légitime, est profondément remis en cause par la globalisation. La prolifération de groupes déterritorialisés, la diversité « diasporique » qu'on observe un peu partout ont pour effet de créer de nouvelles solidarités translocales. On voit émerger des constructions identitaires qui débordent le cadre national... Arjun Appadurai⁶ a souligné la grande hétérogénéité de ces formes de circulation. Les réfugiés, les travailleurs spécialisés des entreprises et des organisations internationales, les touristes représentent des types très différents de migrants. Mais, dans tous les cas, la circulation généralisée est à l'origine de nouveaux référents subjectifs qui rendent de plus en plus anachroniques les formes d'identification liées au territoire et à l'État » (Abeles, *op. cit.* p. 114).

Dans la tradition durkheimienne de *L'évolution pédagogique en France*, Viviane Isambert⁷ avait, il y a 40 ans, mis en relation crises de la société et crises de l'enseignement. D'autres ont emprunté le même chemin en donnant à la question des rapports entre l'école et la société des assises théoriques diverses (théorie de la reproduction, appareils idéologiques d'État...). Qu'en est-il aujourd'hui, dans le contexte de globalisation que nous venons de rappeler succinctement ; quel est, dans le domaine de l'éducation et de la formation, l'impact des transformations induites dans les sociétés contemporaines par le processus de globalisation ? Deux directions sont à explorer : l'impact sur les systèmes éducatifs eux-mêmes, dans leur structure et leur fonctionnement d'une part, le regard porté par l'école elle-même ou par les acteurs sociaux sur la globalisation d'autre part. L'impact de la globalisation sur les systèmes éducatifs est en outre à envisager sous un double aspect : celui de la « macdonaldisation » de l'éducation et de la formation à l'échelle mondiale d'une part, celui de l'introduction du paradigme néolibéral dans la logique structurelle et le fonctionnement actuel de ces systèmes d'autre part.

Y a-t-il encore place aujourd'hui pour l'éducation comparée si l'on entend par là la possibilité de mettre en perspective la diversité des approches théoriques et des pratiques éducatives ? La dimension comparative est-elle condamnée avec l'ascendant du global sur le local ? Par principe, la comparaison suppose la diversité de ce qu'il y a à comparer. Plus cette diversité se réduit, plus on est amené à parler en termes d'homogénéisation. Pour l'éducation et la formation,

6. Appadurai A. (2001). *Après le colonialisme. Les conséquences culturelles de la globalisation*. Paris : Payot.

7. Isambert-Jamati V. (1972). *Crises de la société, crises de l'enseignement*. Paris : PUF.

L'ÉDUCATION FACE AU DÉFI DE LA GLOBALISATION

la question soulevée ici se pose dans les mêmes termes que pour la culture en général : la globalisation contribue-t-elle ou non à l'uniformisation du monde ? Sur le plan international, on ne peut nier cette tendance tant les grands organismes internationaux, tels que l'OCDE par exemple, eux-mêmes très largement liés aux bailleurs de fonds de la globalisation, déterminent les orientations des grands programmes qu'ils impulsent au niveau planétaire. Ils contribuent ainsi à établir la norme. Les comparaisons internationales tendent alors à évaluer la capacité des systèmes éducatifs à se soumettre à cette norme. Les évaluations aboutissent ainsi à des classements où chacun peut se situer par rapport aux autres et s'engager dans une compétition sans merci pour combler ses retards ou maintenir une position d'excellence. Il ne s'agit donc plus de comparer la diversité mais de classer selon un système unique de normes élaboré par le centre.

L'introduction du paradigme néolibéral dans le domaine de l'éducation et de la formation est associée à des changements radicaux. Loin de disparaître, le rôle de l'État consiste à imposer la soumission aux normes du marché, c'est-à-dire la généralisation à tous les champs sociaux, donc à l'éducation, les contraintes de la concurrence, de la productivité et de la rentabilité dont les règles sont érigées en dogmes de la pensée unique.

Sont rassemblées ici plusieurs contributions consacrées à l'impact de la globalisation sur l'éducation et la formation, soit en France soit à l'étranger. Pour Annie Vinokur, Le problème idéologique du passage du libéralisme au néolibéralisme du capitalisme financier est de surimposer au mythe concurrentiel une représentation du Marché comme arène de libre compétition des rapports de pouvoir. C'est l'une des tâches assignées au Nouveau management public, dont la fonction première est de mettre les institutions socialisées (et d'abord l'instruction) au service des besoins immédiats de l'accumulation. La « marchandisation » de l'éducation peut donc, au-delà de l'ouverture du secteur public de l'enseignement aux capitaux, s'analyser comme tentative d'instaurer une nouvelle pédagogie du lien social, celle de l'« agence ».

Pour participer à la compétition économique mondiale et s'inscrire dans la société de la connaissance que promeut l'Union européenne, Fabienne Maillard montre comment la France a mis en place d'importantes réformes dans les sphères de l'éducation, de la formation et du travail. L'article s'intéresse à deux de ces programmes, qui bénéficient d'un consensus assez large : la professionnalisation systématique des formations et des diplômes comme réponse aux besoins de l'emploi et des individus ; la certification généralisée des compétences

pour garantir l'employabilité et la mobilité des actifs. Fondé sur des travaux de recherche qui portent en même temps sur le système éducatif et sur les relations diplômés-emplois, l'article met en question les propositions ainsi établies et leur caractère d'inéluctabilité et montre les ressorts de l'appel à « l'individu » qui traverse ces réformes.

Teresa Mariano Longo nous invite, en se penchant sur la situation de l'Italie, à analyser les discours officiels, les textes de loi et les circulaires ministérielles inspirées, sous l'ère Berlusconi, par l'idéologie néolibérale. La modernisation de la culture scolaire et la mise en valeur de la famille catholique sont les deux axes sur lesquels les politiques de l'éducation ont été bâties : la famille d'une part, institution très importante dans le pays, devant retrouver sa prééminence dans l'éducation par rapport à l'État et d'autre part, l'Église catholique méritant toute sa place et son pouvoir dans les programmes scolaires. Comme dans le reste du monde néolibéral, l'Italie de Berlusconi connaît une modernisation qui va de pair avec la transformation de la culture en un bien de marché. L'article montre comment cette idéologie s'en prend autant à la culture de l'école qu'au patrimoine artistique. L'idée de culture de la « Nation » qui avait dominé dans le pays depuis son unification fait place à celle d'un ensemble de biens pouvant enrichir les intérêts privés par leur entrée dans le domaine de la marchandise.

Adoptant une perspective historique, Ione Ribeiro Valle et Lucídio Bianchetti se penchent plus particulièrement sur les transformations de l'enseignement supérieur au Brésil. D'un projet nationaliste qui prédominait dans les années 1930, le pays s'est ouvert aux politiques d'internationalisation de l'économie tout au long de la décennie 1970 pour se laisser emporter ensuite par les enjeux de la globalisation qui deviennent plus évidents après les années 1980. À partir des dispositifs (légaux et institutionnels) et de la littérature déjà produite sur ce thème, les auteurs étudient l'accès à l'enseignement supérieur et à la recherche développée par les programmes des 2^e et 3^e cycles universitaires.

Avec la contribution de Abdeljalil Akkari et Mylene Santiago, nous entrons dans un autre registre, celui de l'articulation de la question de l'éducation avec celle de la diversité d'un point de vue transnational. Il s'agit notamment de la valorisation des diversités amenées par les élèves à l'école et des réformes éducatives centrées sur les résultats. Dans un premier temps, les auteurs analysent les raisons qui font qu'au-delà d'une valorisation rhétorique, la diversité culturelle des élèves est encore considérée plus comme un problème au lieu d'une opportunité pour l'école. Ils examinent ensuite la mise en œuvre par les politiques éducatives de réformes centrées sur des orientations d'inspiration néolibérale comme

L'ÉDUCATION FACE AU DÉFI DE LA GLOBALISATION

la privatisation, la redevabilité ou la bonne gouvernance. Enfin, ils mettent en évidence le fait que la privatisation de l'éducation contribue à la diminution de la mixité socioculturelle dans les écoles et les classes et exclut de nombreux élèves d'une scolarité pouvant leur permettre d'avoir une mobilité sociale.

Tournons-nous, pour terminer, vers la représentation que les acteurs se font de la globalisation. Le débat public est dominé par la question de savoir si celle-ci est bénéfique ou néfaste. Deux contributions abordent le problème sous cet angle. Dans la première, Claude Carpentier examine la manière dont les manuels d'histoire sud-africains présentent la question aux élèves. En examinant tour à tour les aspects positifs et négatifs de la globalisation tels qu'ils sont analysés en vue d'exercer l'esprit critique des élèves dans les manuels d'histoire sud-africains, l'auteur observe à quel point le souci d'objectivité cherchant à équilibrer les points de vue laisse place à une distanciation critique, lorsque le regard se porte sur la situation concrète de l'Afrique et de l'Afrique du Sud en particulier. À maintes reprises, les réserves se font insistantes et l'appel lancé à la mobilisation et à l'implication des acteurs dans les luttes porte à penser que les aspects virtuellement néfastes de la globalisation l'emportent sur les aspects positifs, ce qui appelle vigilance de tous les instants et refus de la fatalité.

Avec Tidiane Sall, nous restons en Afrique pour nous transporter au Sénégal. La puissance et la profondeur de la dimension économique de la globalisation occultent souvent celle qui est liée à la culture. Un demi-siècle après les indépendances dans les pays de l'ancien empire colonial, l'impact de la globalisation peut être perçu aussi bien comme accès à une modernité libératrice d'un passé dominé par la tradition et l'humiliation que comme chance offerte à la rencontre, au « métissage » et à la diversité ou encore comme résurgence sous une autre appellation des anciennes formes de domination exercées par l'Occident, ouvrant ainsi un espace pour la révolte des « damnés de la terre » et des sans voix. L'auteur invite le lecteur à découvrir les représentations de la globalisation chez des élèves sénégalais de classes de troisième et de terminale, en milieu urbain et en milieu rural dans la région cosmopolite de Thiès à travers une enquête réalisée en été 2010.

Le dossier est complété par un entretien réalisé par deux doctorantes de l'UPJV, Florence Cesbron et Francine NiambekKanga auprès de Françoise Lorcerie, directrice de recherche au CNRS bien connue pour ses travaux sur les questions relatives à l'intégration, à la discrimination et aux politiques éducatives qui s'y rapportent. Nous avons rassemblé les propos de cet entretien sous le titre *Évolution des publics scolaires et des cadres institutionnels dans un contexte migratoire lié à la globalisation*.

Au total, que l'on se place ou non sous la bannière de l'autorité intellectuelle de Pierre Bourdieu, il est difficile de chanter aujourd'hui les louanges de la globalisation capitaliste néolibérale ; constat qui n'invalide pourtant pas la légitimité de faire le projet (utopique ?) d'une autre globalisation reposant davantage sur la solidarité et la coopération que sur la maxime bien connue selon laquelle « l'homme est un loup pour l'homme ».

Claude Carpentier

Laboratoire Identités, Cultures, Territoires (ICT- EA 337), Paris 7 Diderot.